

TIZI-OUZOU

Grève illimitée pour exiger le départ du proviseur du lycée de Bouzeguène

La rentrée scolaire ne s'annonce pas sous de bons auspices pour le lycée colonel Mohand-Oulhadj de Bouzeguène où trente-huit travailleurs, sur les soixante-douze que compte l'établissement, s'apprentent à entrer en grève illimitée à compter du 16 septembre.

Les travailleurs exigent le départ du proviseur auquel il est reproché le non-respect de l'engagement signé le 3 mai devant le directeur de l'éducation, faisant, selon eux, fi des termes de l'accord avec en prime une escalade dans ses rapports avec les travailleurs et une recrudescence dans son comportement revanchard.

Le conflit larvé entre le proviseur et une frange des enseignants ne date pas d'aujourd'hui, ce qui avait nécessité le déplacement de quatre commissions d'enquête en 2008/2009. Un paradoxe pour cet établissement qui collectionne les bons résultats au bac, chacun revendiquant de son côté cet acquis. Le préavis de grève déposé par les travailleurs à la DE de Tizi-Ouzou fait référence aux correspondances antérieures dans lesquelles il est demandé le départ du proviseur si la confiance ne revient plus entre les éléments de la famille scolaire et que le travail devient de ce fait impossible avec ce responsable accusé d'abus de pouvoir. Les termes de l'accord convenu entre eux et leur proviseur par le biais d'un PV contresigné par les trois parties (le directeur de

l'éducation, le proviseur et un représentant des enseignants) pour mettre un terme au conflit et résumés pour nous par les professeurs traitent d'une vingtaine de points tous liés à l'organisation et aux relations de travail et tirés d'une plateforme de revendications des enseignants.

Des enseignants qui affirment en aparté que le proviseur a rompu ce contrat moral en se vengeant lors de l'élaboration des fiches de rendement pédagogique sur ceux d'entre eux qui avaient accompagné les mouvements de protestation en leur octroyant de maigres notes pédagogiques et administratives et en surnotant ceux qui le soutiennent.

Les professeurs reprochent à leur responsable de faire fi de la réglementation et d'agir de façon unilatérale sur des questions collégiales comme la création l'année dernière de classes d'élite en 2° AS, l'élaboration des calendriers des devoirs et des compositions sans les aviser, le non-respect du calendrier des réunions de coordination, le non-affichage des correspondances administratives et internes, la non-

application de la réglementation concernant les retards et les absences, la discrimination, la délivrance des bulletins avant la tenue des conseils de classes, le bafolement des relations de travail et la liste est longue...

C'est toute une autre version des choses que tient le proviseur qui, rejetant en bloc les griefs qui lui sont reprochés, affirme d'emblée que les travailleurs acquis à la grève ne représentent que la moitié de l'effectif des travailleurs du lycée soit 38 sur 72 et une égalité parfaite s'agissant des professeurs, ce que les protestataires infirment en soutenant qu'une trentaine de professeurs sont acquis à la grève contre une douzaine seulement par crainte de représailles. Le proviseur affirme par ailleurs qu'il n'existe aucune espèce d'engagement en ce sens que, selon lui, un établissement est géré par une réglementation, des textes clairs et précis non par «el ijthad» et qu'il n'est de ce fait destinataire d'aucune instruction officielle lui suggérant une autre façon de travailler. Et si engagement il y a, soutient-il, c'est eux qui l'ont empiété en organisant à la rentrée une réunion sans aviser l'administration. Selon lui, seul le point relatif à la création de classes sélectives de 2° AS a été remis en question faute de compréhension de la portée de l'initiative qui a porté,

selon lui, ses fruits puisque, soutient-il, seuls 3 doublants ont été enregistrés en lettres sur 66 élèves.

Il affirme que les circulaires sont affichées et celles intéressant une frange de fonctionnaires sont portées directement à la connaissance des intéressés.

Exhibant quelques fiches d'évaluation, il affirme que la prime de rendement est calculée sur la base du barème en vigueur et que la fiche est communiquée aux intéressés pour signature. Il arrive que l'enseignant ne signe pas et une mention le signale alors. Egrenant les excellents résultats de l'établissement, il s'insurge sur le fait que ces professeurs aient anticipé négativement sur ses intentions concernant le travail de la rentrée. «Qu'on prouve un seul cas de dépasement», martèle-t-il en concluant qu'il n'a jamais travaillé en dehors de la réglementation.

Loin de décollérer et soutenant que leur responsable «ne changera jamais», les grévistes entendent quant à eux maintenir la protesta jusqu'à la satisfaction de leur revendication. «Qu'il parte, dût-il être affecté au ministère, mais il n'est plus question de continuer à travailler avec lui dans ces conditions». De leur côté, les parents s'inquiètent pour l'avenir de leurs enfants qui risquent de faire les frais de ce conflit.

S. Hammoum

SIDI-BEL-ABBÈS

Le bruit des gros engins exaspèrent les habitants de Sidi-Lahcen

Les habitants de Sidi Lahcen, 4 km du chef-lieu de Sidi Bel-Abbès, se disent plus qu'exaspérés par le concert de bruit, notamment nocturne, des camions qui traversent la cité troublant le sommeil des habitants plus particulièrement ceux de la rue principale.

Ces derniers s'insurgent contre l'emprunt de cette voie par des engins puisqu'en parallèle et à une vingtaine de mètres, la localité est évitée par la route nationale reliant Sidi Bel-Abbès à la wilaya de Tlemcen. Outre le désagrément des nuits blanches, les habitants attirent l'attention des autorités concernées. Rappelant qu'il existe une réglementation en matière de circulation des

camions, tracteurs et autres qui stipule que les engins doivent rouler de nuit et éviter le plus possible les agglomérations comme cela est

possible à Sidi-Lahcène qui dispose à son entrée d'une bretelle qui permet de contourner la localité.

A. M.

Plus de 400 chardonnerets saisis et des personnes arrêtées

Les services de police, notamment celle de l'environnement, ont, dans la soirée de jeudi dernier, à Sidi-Bel-Abbès, arrêté des personnes s'adonnant au trafic d'espèces animales protégées.

C'est à un point de contrôle sur la route reliant Aïn-Témouchent à Oran que plus de 400 chardonnerets, une espèce animale protégée, ont fait l'objet d'une saisie et les occupants de la voiture au nombre de deux, certainement des pourvoyeurs, arrêtés. Les chardonnerets ont été remis à la Conservation des forêts qui après concertation

avec les services judiciaires ont fait l'objet d'un lâcher dans la nature. Le secteur des forêts, par la voix de son premier responsable, M. Bouziani Karim, appelle la population à protéger les animaux non nuisibles qui jouent un rôle important dans l'équilibre écologique.

Les personnes s'adonnant au trafic d'espèces animales protégées font appel à des enfants pour chasser les oiseaux, et ce, contre des prix dérisoires.

A. M.

RELIZANE

3 nouveaux lycées, 3 CEM et 6 cantines scolaires pour cette rentrée

Le secteur de l'éducation de la wilaya de Relizane sera renforcé dès la prochaine rentrée 2009-2010 par la réception de 12 nouvelles infrastructures scolaires, tous paliers confondus, a-t-on appris du directeur de l'éducation de la wilaya, M. Yahia Bouchlagham.

Il s'agit de trois nouveaux lycées, trois CEM implantés respectivement à Merdja Sidi-Abed, Jdiouia, Mediouna, Had Chekala, Lahlaf, Oued Slam et Ammi Moussa. En plus de ces infrastructures, six cantines, un internat, quatre demi-pensions

seront également ouverts le 13 septembre dans cette wilaya, a ajouté le même responsable.

Le secteur de l'éducation bénéficiera aussi d'un internat de 200 lits à Mendès. Les six cantines scolaires seront ouvertes dès le

premier octobre prochain au profit des élèves des zones rurales et montagneuses. Ces infrastructures supplémentaires, ajoute notre source, viendront alléger la pression exercée sur les structures déjà existantes. Il est à signaler que 791

125 élèves du cycle primaire, 70 574 collégiens du cycle moyen, 24 647 du cycle secondaire et 80 000 enfants pour le cycle préparatoire sont attendus aujourd'hui, ajoute notre source.

A. Rahmane

Découverte du corps d'un enfant à Souk El-Had

Le corps sans vie d'un jeune adolescent âgé de 14 ans a été découvert, hier, aux environs de 17 h au lieu-dit Douar Ouled Mustapha relevant de la commune de Souk El-Had, situé à 117 km au sud du chef-lieu de Relizane. Cette découverte a été faite, selon notre source, à la suite des recherches entamées par les parents et voisins, qui se sont inquiétés puisque l'enfant, parti à l'aube faire paître ses troupeaux, n'est pas rentré comme à

l'accoutumée. Le corps a été déposé à la morgue de l'établissement public hospitalier Ahmed-Francis de la ville de Oued-R'hiou pour une éventuelle autopsie.

Par ailleurs, une enquête a été ouverte par la brigade de la Gendarmerie nationale de Souk El-Had pour élucider ce drame qui a secoué toute la région de l'Ouarsenis.

A. R.

BOUIRA

Un faussaire pris la main dans le sac

Mercredi dernier, l'équipe de recherches et d'investigations de la police judiciaire de Bouira a réussi à mettre fin aux agissements d'un informaticien qui trafiquait des actes notariés au niveau du quartier Amar-Khodja de Bouira, après une souricière tendue avec la complicité de la victime. Les faits remontent à la semaine dernière lorsqu'un citoyen de Bouira s'est rendu au commissariat pour déposer une plainte contre le jeune A. N., propriétaire d'un magasin de matériel informatique à Aïn-Bessem et qui pratiquait le faux et usage de faux, moyennant une somme d'argent, en falsifiant des actes notariés ayant trait à l'hypothèque, document utilisé dans le dossier de prêts bancaires.

Le citoyen de Bouira qui voulait avoir ce fameux document a été orienté vers cet informaticien qui lui aurait exigé la somme de 2 millions de centimes contre la délivrance de ce faux document notarié qui porte la griffe d'un notaire exerçant au niveau de Draâ-El-Bordj. Bien entendu, le notaire en question ignore tout de ce trafic. Après cette exigence, le citoyen informa la police qui lui a ordonné de jouer le jeu et de les informer du lieu du rendez-vous où devait se dérouler la transaction. Le jour j, aux environs de 16 h, les policiers en civil ont tendu une souricière et l'informaticien trafiquant fut arrêté en flagrant délit au moment où il venait d'encaisser la somme de deux millions de centimes en billets de 1 000 DA qui étaient auparavant photographiés par la police. Le mis en cause fut immédiatement conduit vers le commissariat avant d'être déféré devant la justice pour faux et usage de faux et extorsion de fonds.

Y. Y.

KHENCHELA

40 000 bénéficiaires de la prime de 3 000 DA

Dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire, la direction de l'éducation de la wilaya de Khenchela a inscrit 40 000 bénéficiaires de la prime de 3 000 DA et ce, dans le cadre du programme de solidarité engagé par les autorités locales avec les familles démunies.

Selon une source auprès de la direction de l'éducation, des livres scolaires vont être distribués à ces mêmes familles et aux enfants des enseignants dans les 3 paliers. Concernant les nouveaux postes d'emploi, la nouvelle carte scolaire comprend 250 postes qui vont être soumis à des concours et tests psycho-techniques. Côté infrastructures, on parle de plusieurs établissements réceptionnés ou en cours de réalisation. Quatre nouveaux établissements scolaires ont déjà ouvert leurs portes, 3 CEM au chef-lieu de la wilaya et un lycée à Babar. D'autres infrastructures sont en cours de réalisation avec un taux variant entre 35 et 75%. Cela va permettre d'alléger certains établissements scolaires où l'on a noté jusqu'à 55 élèves par classe. 60 bus vont renforcer le transport scolaire surtout dans les zones rurales en plus de l'enregistrement de 8 lycées et 18 CEM pour la rentrée scolaire 2010/2011.

Benzaïm Abdelouahab